

bilan 2011

L'ANNÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN HAUTE-NORMANDIE



INSEE
HAUTE
NORMANDIE

Dans ce document, le service statistique public présente sa lecture économique et sociale de l'année 2011 en Haute-Normandie. Ce bilan économique et social s'inscrit dans un contexte de stabilité de l'emploi et d'installation du chômage de longue durée.

Construit sur le même modèle que ceux des années passées, il permettra au lecteur de se faire une opinion claire et directe des évolutions économiques et sociales de la région Haute-Normandie en 2011.

Volontairement courts et synthétiques (une page), les articles traitent de douze thématiques qui sont abordées, regroupées en trois volets :

- Population société
- Emploi chômage
- Activités économiques

Une synthèse chapeaute l'ensemble.

Outre les services de la direction régionale de l'Insee en Haute-Normandie, la rédaction et la mise en perspective des informations présentées a fait appel aux différentes composantes du service statistique public haut-normand, à savoir :

- le pôle des statistiques publiques de la mission «administration et gestion des données» de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- le service régional de l'information statistique et économique de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) ;
- le service des études prospectives et de l'évaluation statistique de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;
- le service des prévisions statistiques et d'études rectorales du rectorat de l'Académie de Rouen.

Ces contributions, rassemblées par l'Insee Haute-Normandie, interviennent de façon complémentaire.

Le document ainsi produit est destiné à tous les acteurs régionaux participant à l'éclairage des décisions publiques mais aussi aux observateurs de la région intéressés par le débat public.

Bonne lecture.

Alain MALMARTEL

Directeur régional de l'Insee Haute-Normandie



2011 : une année sans ressort

Après deux années très difficiles en 2008 et 2009, l'année 2011 est la deuxième année consécutive de stabilité approximative sur le front de l'emploi et du chômage. Parler de crise serait abusif tant que le nombre d'emplois est stable et le chômage contenu comparé à la situation dans de nombreuses régions européennes. Parler de reprise le serait tout autant tant peu d'indicateurs nous y incitent. La tendance est incertaine, et finalement la stagnation prévaut.

Précisément, en un an le volume d'emploi est quasiment stable, avec notamment le plus faible recul de l'emploi industriel depuis 10 ans. Parallèlement, la région compte entre 5 000 et 8 000 demandeurs d'emplois supplémentaires selon que l'on ajoute ou non les personnes ayant exercé une activité réduite. Le taux de chômage est élevé (10,6 % des actifs) plus d'un point supérieur à la moyenne nationale, mais évolue finalement dans des eaux déjà fréquentées ; le nombre de personnes en intérim est inférieur fin 2011 à ce qu'il était fin 2010, cependant sur un an, le volume de travail temporaire consommé dans la région a cru de 11%. Ceci signifie que la fin de l'année a été moins bonne que le début, mais que l'activité a été plus soutenue en 2011 qu'en 2010. En matière de construction, l'activité a été plus soutenue et la fin de l'année a été sensiblement meilleure que le début, avec une accélération des constructions incitée par la fin annoncée de dispositifs fiscaux de type « Scellier ».

Le chômage de longue durée s'installe

Autant la tendance est incertaine en matière d'emploi, autant, même si les évolutions sont mesurées, elle est plus nette en matière d'indicateurs sociaux. Signe d'une absence de mo-

ments de répit, le chômage de longue durée continue d'augmenter : 42 % des demandeurs d'emplois sont inscrits depuis plus d'un an. Les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans sont chaque année plus nombreux et ils ont du mal à revenir sur le marché du travail. Le nombre de bénéficiaires du RSA augmente également (+2,5 % en un an) mais surtout l'évolution est contrastée entre le bénéfice du RSA socle et celui du RSA activité. Dans la logique de création du RSA, cette composante activité doit favoriser l'insertion en garantissant une incitation financière au travail. Cependant, en période de conjoncture morose, le manque d'opportunité explique que le nombre de bénéficiaires du RSA sans sa composante activité augmente plus vite.

Sur le front des moteurs de croissance de demain, en dépit d'une petite évolution favorable cette année et abstraction faite de l'autoentrepreneuriat, la création d'entreprises reste à un niveau faible dans la région. La construction de locaux d'activité est également en forte baisse depuis 4 ans et se situe à un niveau très inférieur à celui des années 2002-2007. Sur le très long terme, les indicateurs de réussite scolaire des plus jeunes Haut-Normands ne sont pas bons avec un faible taux de réussite au diplôme national du brevet dans une région où le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans diplôme ni qualification est élevé.

L'année 2011 confirme les points faibles de la région mais également ses points forts avec de bons résultats au baccalauréat professionnel et une progression de la formation en alternance. Le nombre de contrats de professionnalisation a ainsi augmenté de 25 % en un an. Les indicateurs démographiques sont également

assez favorables avec toujours un nombre de naissances fortement supérieur à celui des décès, ce qui assure une croissance démographique en dépit d'un déficit migratoire chronique. La situation est toujours différente entre les deux départements, avec un plus fort dynamisme de l'Eure qui bénéficie en partie de l'arrivée de Seinomarins. Ces derniers viennent parfois y habiter tout en continuant à travailler en Seine-Maritime. D'ailleurs, en matière d'évolution de l'emploi, l'ordre des départements est inversé, l'évolution est plus favorable pour la Seine-Maritime, comme c'est le cas pour neuf des dix dernières années.

Une météo très influente sur la fréquentation touristique et l'année agricole

En 2011, en matière de tourisme, le beau temps au printemps et à l'automne a permis de compenser les effets d'un été maussade. Globalement, sur un an, la fréquentation touristique a légèrement augmenté, la hausse étant portée par une clientèle française qui a favorisé des destinations moins lointaines en raison de la crise et de moindres départs à destination de l'Égypte ou de la Tunisie. Pour l'agriculture, la même météo n'a pas produit les mêmes effets aux mêmes moments mais globalement l'année est bien meilleure que ne le laissait espérer un début d'année très sec. En effet, l'été pluvieux a sauvé les récoltes et le mois d'octobre particulièrement clément a permis de maintenir les animaux au pré et de préserver les stocks pour l'hiver. Les revenus agricoles ont évolué favorablement pour les éleveurs, moins pour les céréaliers.

François GITTON
Chef du service des études
et de la diffusion
Insee Haute-Normandie

Le niveau des naissances dynamise la croissance de la population

Jonathan BRENDLER

Nombre de naissances et nombre de décès comparables, l'année 2011 prolonge le fort dynamisme démographique observé en 2010. L'excédent naturel qui en résulte, seul moteur de la croissance démographique en Haute-Normandie ces dernières années, devrait pallier l'éventuel déficit du solde migratoire.

Au 1^{er} janvier 2011, la population de la Haute-Normandie est estimée à 1 843 000 habitants. Le dynamisme démographique observé en Haute-Normandie en 2010 se poursuit en 2011. Les Haut-Normands ont accueilli 24 000 nouveau-nés, un niveau élevé dans le sillage des trois années précédentes. Les naissances sont toutefois en léger repli par rapport à 2010 (- 0,3 %) mais cette diminution reste moins marquée qu'au niveau national (- 0,7 %). Seule la Seine-Maritime est concernée par ce recul avec 150 naissances en moins, le nombre de naissances progressant dans l'Eure (+ 80).

Le nombre de décès augmente un peu en 2011 (+ 90) pour atteindre 16 300. Le nombre de personnes décédées a crû dans des proportions similaires dans les deux départements (+ 0,5 %), et à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 0,3 %).

La répartition des naissances et des décès au cours de l'année est toujours très inégale. Le nombre de décès augmente en hiver, le nombre de naissances est un peu plus important en été. Le solde naturel est ainsi fortement nourri au cours de la période qui s'étend de mai à septembre avec un excédent des naissances sur les décès de 26 individus par jour en moyenne contre 18 le reste de l'année.

Le solde naturel reste positif quel que soit le mois de l'année et atteint au total + 7 700 en 2011. En absence de mouvement migratoire, cet excédent naturel permettrait un accroissement de la population de 0,4 %. Cependant, si la tendance observée ces dernières années se poursuit, le solde migratoire déficitaire devrait atténuer cette hausse, tendance qui affecte l'ensemble des régions du nord de la

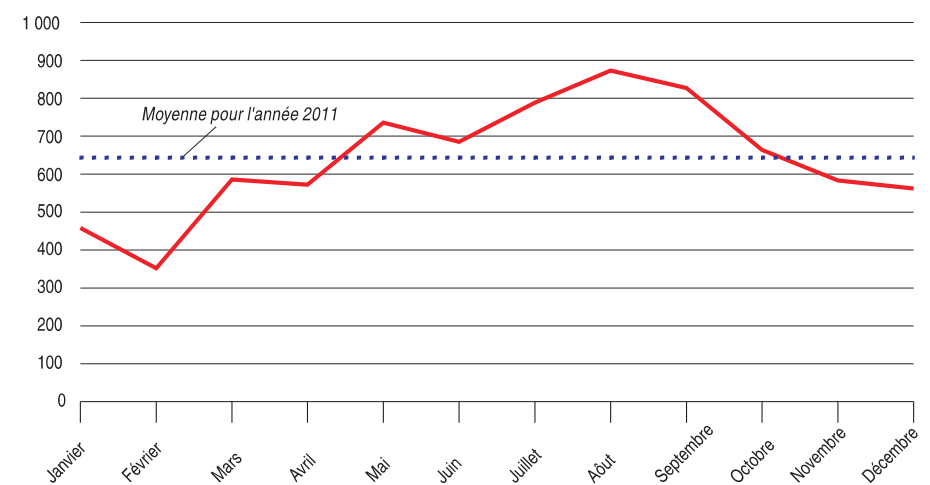
France. Depuis 10 ans, le déficit du solde migratoire diminue chaque année le taux de croissance de la population de la Haute-Normandie de 0,1 point □

LA POPULATION LÉGALE DE HAUTE-NORMANDIE ET SES DÉPARTEMENTS

Le recensement de la population établit la population de la Haute-Normandie au 1^{er} janvier 2009 à 1 832 942 habitants. Ce résultat fait office de population légale en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2012. En une décennie, la Haute-Normandie a gagné 52 800 habitants. La progression est de 0,3 % par an depuis 1999, contre 0,7 % au niveau national.

Au cours de la période 1999-2009, la croissance démographique soutenue du département de l'Eure compense la croissance plus atone de la Seine-Maritime. L'Eure gagne 41 800 habitants au rythme de croissance moyen de 0,6 % par an pour atteindre 582 822 habitants en 2009. En Seine-Maritime, le nombre d'habitants croît de 11 000 en 10 ans, ce qui représente un taux de croissance quasi-nul pour ce département qui compte 1 250 120 habitants en 2009.

Solde naturel mensuel en Haute-Normandie en 2011



Source : Insee - Etat civil

Unité : nombre

POUR EN SAVOIR PLUS

Bilan démographique 2011 : la fécondité reste élevée / Anne Pla, Catherine Beaumel. - In : INSEE première. - N° 1385 (2012, janv.)

La croissance régionale est portée par les petites communes / INSEE, Direction régionale Haute-Normandie ; Damien Barthélémy. - In : Brèves d'Aval. - N° 39 (2012, janv.)

Croissance démographique depuis 1982 : la Haute-Normandie perd des places / INSEE, Direction régionale Haute-Normandie ; Catherine Sueur. - In : Brèves d'Aval. - N° 40 (2012, janv.)

7 habitants sur 10 sont nés et résident en Haute-Normandie / INSEE, Direction régionale Haute-Normandie ; Nadine Poullain. - In : Brèves d'Aval. - N° 41 (2012, janv.)

Plus d'inscrits dans les écoles en 2011, mais moins de diplômés

Jean-Paul BOCQUET (Rectorat de l'Académie de Rouen)

Pour la deuxième année consécutive dans l'académie, les effectifs scolarisés dans les premier et second degrés et dans le supérieur croissent. La session 2011 aura vu cependant délivrer moins de diplômes au total en raison des faibles résultats du brevet.

Les effectifs scolarisés en Haute-Normandie
(hors MGI, y compris SEGPA)

	Année scolaire 2010/2011	Année scolaire 2011/2012	Évolution
Écoles maternelles et primaires	192 312	191 740	- 0,3
Ensemble du second degré et du post-bac	165 684	166 505	+ 0,5
dont premier cycle et SEGPA	95 876	96 742	+ 0,9
dont second cycle général et technologique	41 794	41 693	- 0,2
dont second cycle professionnel	20 909	20 818	- 0,4
dont post-bac (BTS, CPGE)	7 108	7 252	+ 2,0
Université (hors IUFM)	30 958	30 977	+ 0,1
Total	388 954	389 222	+ 0,1

Source : Statistiques Académiques Rectorat

Unités : élève, étudiant, %

La progression globale des effectifs scolarisés de l'académie de Rouen s'élève à 0,1 % ; elle révèle pourtant quelques nuances à l'examen de ses différentes composantes. Ainsi, les effectifs du premier degré ont subi une assez forte variation à la baisse (- 572 élèves). Ce mouvement s'inscrit dans la durée dans l'académie depuis 1999. Il n'a été troublé que par quelques sursauts en 2004-2005 et en 2010. Il est évidemment le reflet de l'évolution démographique et il oppose en cela, dans ce domaine, le dynamisme confirmé du département de l'Eure aux replis des effectifs (- 11 000 en 12 ans) enregistrés chez le voisin seinomarin.

On affiche plus d'optimisme dans les collèges où on assiste à une progression significative du nombre d'élèves scolarisés de la 6^e à la 3^e. 866 collégiens de plus à la rentrée 2011 : les deux départements ont concouru à ce résultat et les secteurs public et privé y ont contribué à la hauteur de leurs parts respectives (85 % d'élèves scolarisés dans les collèges publics et 15 % dans les collèges privés).

Les deux voies du second cycle du second degré observent conjointement de légers tassements de leurs effectifs lors de cette rentrée. La voie générale, dont la réforme vit sa deuxième année, perd 101 lycéens. Il en va de même du second cycle professionnel des lycéens qui perd une petite centaine d'unités. La voie professionnelle scolarise cette année ses derniers lycéens en BEP telle que l'avait institué la réforme.

Les formations scolarisées en post-bac dans les lycées observent une belle progression (+ 2 %) et gommement au passage le repli très casuel enregistré l'an dernier. Elles atteignent ainsi leur cote maximale d'effectifs jamais enregistrée dans l'académie. C'est aux sections de techniciens supérieurs (classes qui préparent au BTS) que l'on doit ce résultat : leur attractivité est confirmée tandis que les filières exigeantes que sont les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) n'ont séduit que 1 340 lycéens à l'occasion de cette rentrée. Effet de circonstance ou désaffection ? Il est encore tôt pour se pronon-

cer. Ce n'est pas le cas, en revanche, des universités haut-normandes qui continuent de faire le plein avec presque 31 000 étudiants et une très légère progression (+ 0,1 %) de leurs effectifs.

Les résultats à la hausse des différentes séries des bacs général et technologique ont contribué pour leur part à cette progression globale des effectifs de l'enseignement supérieur. Cependant avec des taux de réussite respectifs de 86,3 % et de 79,8 % à ces deux baccalauréats, l'académie de Rouen se place toujours en dessous de la moyenne nationale. A contrario, le taux de réussite du bac professionnel, malgré une chute de 3,8 points par rapport à la session 2010, se maintient toujours au-dessus du niveau national. Ce résultat constitue une satisfaction académique depuis plusieurs années. Le taux de réussite académique à l'examen du BTS poursuit sa progression régulière et atteint désormais 76 % de diplômés. Enfin, le constat est nettement plus amer pour les collégiens haut-normands qui, avec 80,9 % de réussite au DNB, perdent 3,6 points par rapport à leurs aînés de 2010. Ces résultats placent là aussi la région nettement en dessous de la moyenne nationale □

Taux de réussite aux principaux examens en Haute-Normandie

Les résultats aux examens	Session 2010	Session 2011	Variation 2010/2011 en point	France entière 2011
Diplôme national du brevet (DNB)	84,5	80,9	- 3,6	83,6
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	78,2	78,8	+ 0,6	nd
Brevet d'enseignement professionnel (BEP)	73,4	71,9	- 1,5	nd
Baccalauréat général	85,0	86,3	+ 1,3	88,3
Baccalauréat technologique	79,6	79,8	+ 0,2	82,3
Baccalauréat professionnel	88,4	84,6	- 3,8	84,0
Brevet de technicien supérieur (BTS)	74,5	76,0	+ 1,5	nd

Source : Statistiques Académiques Rectorat

Unités : %, nombre de point

EREA : Établissement Régional d'Enseignement Adapté
MGI : Mission Générale d'Insertion
CPGE : Classes Préparatoires aux Grandes Écoles
SEGPA : Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté
IUFM : Institut Universitaire de Formation des Maîtres

POUR EN SAVOIR PLUS
www.ac-rouen.fr

58 800 foyers bénéficient du revenu de solidarité active en 2011

Nadine POULLAIN

Au 31 décembre 2011, le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active est toujours en croissance malgré un ralentissement significatif observé tant sur le plan régional que national. Le deuxième minima social en nombre de bénéficiaires, l'allocation pour adultes handicapés, continue de progresser.

Fin 2011, 58 800 allocataires haut-normands perçoivent le revenu de solidarité active (RSA), soit une hausse annuelle de 2,5 %. Depuis juin 2009, date de la mise en application de ce nouveau dispositif, le nombre d'allocataires a progressé de 10,0 %. En 2011, les caisses d'allocations familiales (CAF) ont versé le RSA à 57 800 foyers et la mutualité sociale agricole (MSA), à 1 000 foyers. Les statistiques qui suivent concernent les seuls bénéficiaires des CAF.

Le RSA est de la responsabilité du département et de l'État. Le département finance le RSA socle et l'État, le RSA activité. Pour les foyers bénéficiant du RSA socle et activité, la prise en charge est conjointe.

En Haute-Normandie comme au niveau national, les trois-quarts des allocataires du RSA bénéficient du RSA socle (socle seul et socle + activité). Leur nombre augmente de 3,2 % sur la dernière année (+ 2,8 % en France métropolitaine).

Le RSA socle seul est versé aux ménages qui ne disposent d'aucun revenu d'activité. Ils touchent alors un montant forfaitaire variable en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant à charge. Il est équivalent en 2012, à 474,93 euros pour une personne seule. Cette composante, socle seul, du RSA représente 63,7 %

Répartition des bénéficiaires CAF ayant un droit payable au RSA selon la catégorie au 31 décembre 2011

	Eure		Seine-Maritime		Haute-Normandie		France métropolitaine	
	Part	Évolution 2010/2011	Part	Évolution 2010/2011	Part	Évolution 2010/2011	Part	Évolution 2010/2011
RSA socle seul	64,2	+ 3,1	63,6	+ 3,1	63,7	+ 3,1	64,4	+ 2,3
RSA socle et activité	11,7	+ 4,5	11,5	+ 3,6	11,6	+ 3,8	11,4	+ 5,9
RSA activité seul	24,0	+ 0,2	24,9	- 1,0	24,7	- 0,7	24,2	- 0,2
Ensemble	100,0	+ 2,6	100,0	+ 2,1	100,0	+ 2,2	100,0	+ 2,1

Source : CNAF

Unités : %

des allocataires du RSA et le nombre des ménages bénéficiaires enregistre une hausse de 3,1 % en un an.

Un complément peut être versé aux ménages qui travaillent mais dont les revenus sont très modestes et n'atteignent pas le minimum garanti. Dans ce cas, ils perçoivent le RSA socle et activité. Cette deuxième composante du RSA s'élève à 11,6 % dans la région et le nombre d'allocataires augmente de 3,8 % (+ 5,9 % au plan national), soit une évolution moindre par rapport à l'exercice précédent. En effet, entre 2009 et 2010, le nombre de bénéficiaires du RSA socle et activité avait progressé de 12,6 % en Haute-Normandie et de 12,4 % sur le territoire national.

Enfin, troisième et dernière composante du RSA, un quart des allocataires dont les revenus d'activité sont supérieurs au montant forfaitaire mais inférieurs au revenu minimum garanti touchent le RSA activité seul. Leur nombre a baissé de 0,7 % au cours de l'année passée.

Globalement, le nombre de bénéficiaires du RSA progresse mais plus faiblement que les deux années précédentes, tant au plan régional que national. L'amélioration relative du marché de l'emploi peut expliquer une hausse moins soutenue du nombre de bénéficiaires du RSA socle, mais c'est surtout le RSA activité qui opère le ralentissement le plus prononcé.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) relève de la compétence de l'État. Elle est, après le RSA, le mini-

mum social le plus fréquemment versé. Cette prestation s'adresse aux personnes handicapées sans ressources. Elle concerne en Haute-Normandie, 30 000 bénéficiaires CAF. Leur nombre progresse en 2011 de 4,7 % dans la région comme au plan national □

DÉFINITIONS

Les termes du RSA

Montant forfaitaire du RSA : c'est le montant minimal des ressources garanties au foyer, calculé, comme pour le RMI, en tenant compte de la situation familiale. Pour un adulte seul il est de 474,93 € en 2012.

RSA socle : complète les revenus du foyer pour qu'ils atteignent le montant forfaitaire garanti par le RSA.

RSA activité : c'est un complément de revenus professionnels. Cette composante est la grande nouveauté de la mise en place du RSA.

RSA socle seul : les foyers bénéficiaires n'ont pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de leur membre est en période de cumul intégral. Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois, éventuellement fractionnée, au cours des 12 derniers mois.

RSA socle et activité : les bénéficiaires ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire.

RSA activité seul : les bénéficiaires ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire (dans certaines conditions comme certains titulaires de contrats aidés par exemple). Dans ce cas, l'allocation perçue vient compléter la source de revenus afin que ces derniers s'élèvent au total à au moins la valeur du SMIC.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les allocataires du RSA fin décembre 2011 : environ 2,03 millions de foyers résidant en France / Caisse nationale des allocations familiales. - In : L'E-sentiel. - N° 120 (2012, mars)

Le tertiaire marchand soutient l'emploi

Étienne SILVESTRE

Après avoir subi les conséquences de la crise, l'emploi salarié haut-normand se stabilise en 2011. La Seine-Maritime bénéficie d'une légère reprise, comparable à celle de la France métropolitaine et portée par le tertiaire marchand. Bien que l'industrie, dans son ensemble, continue de perdre des emplois, la construction automobile en crée pour la première fois depuis neuf ans.

En 2011, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands est quasiment stable ; il progresse de 0,1 % en Haute-Normandie avec la création nette de presque 280 postes. En France métropolitaine l'emploi salarié progresse de 0,5 %. Relativement aux autres régions, le classement de la Haute-Normandie est honorable car seulement neuf régions sur vingt-deux font mieux.

Dans l'industrie, les effectifs salariés diminuent de 0,3 %. C'est le plus

faible recul de l'emploi industriel haut-normand de ces dix dernières années. L'emploi salarié recule de 0,8 % dans la fabrication d'autres produits industriels et de 0,4 % dans l'agro-alimentaire ainsi que dans la fabrication d'équipements et de machines. Néanmoins, l'industrie automobile crée des emplois salariés pour la première fois depuis neuf ans (+ 2,1 %).

L'intérim diminue de 2,6 % après avoir progressé de 24,9 % en 2010. Cette contraction est observable également au niveau national. Hors intérim, l'emploi salarié progresse de 0,2 %.

L'emploi salarié s'améliore dans la construction (+ 0,1 %), dans le commerce (+ 0,3 %) et surtout dans les services marchands (+ 0,6 %). La banque-assurance (+ 2,0 %) et l'hôtellerie-restauration (+ 1,8 %) progressent particulièrement.

L'évolution de l'emploi en 2011 est meilleure en Seine-Maritime que dans l'Eure. Dans l'Eure, l'emploi salarié recule de 1,0 %. Il n'augmente que dans la construction (+ 0,8 %) et le repli de l'intérim est important (- 7,6 %). En Seine-Maritime, l'emploi salarié progresse de 0,5 %. Il s'améliore dans les services marchands (+ 0,9 %), dans le commerce (+ 0,5 %)

et même dans l'industrie (+ 0,1 %) grâce à la construction automobile (+ 3,0 %) □

MÉTHODOLOGIE

Le Champ

Le champ des estimations d'emploi couvre les secteurs « essentiellement marchands » : secteurs DE à MN et secteur RU hors salariés des particuliers employeurs de la NAF rév2.

Les sources

Les informations trimestrielles sur l'emploi salarié proviennent des fichiers Urssaf (source Epure), de l'interrogation directe de certaines grandes entreprises et de l'estimation de l'emploi intérimaire par la Dares.

La méthode

Les estimations trimestrielles de l'année en cours sont fondées sur les évolutions de l'emploi dans les sources décrites précédemment. Pour les années écoulées, on s'assure que le niveau d'emploi trimestriel au 31 décembre est égal à celui des estimations annuelles issues du dispositif Estel.

POUR EN SAVOIR PLUS

Une photographie du marché du travail en 2010 / Anne Mansuy, Loup Wolff. - In : INSEE première. - N° 1391 (2012, fév.)

Les nouvelles zones d'emploi de 2010 / INSEE, Direction régionale Haute-Normandie ; Ravi Bak-tavatsalou, Jérôme Marajda, Jérôme. - In : Aval. - N° 109 (2011, nov.)

Emploi salarié / INSEE, Direction Haute-Normandie. - In : Brèves d'Aval

Chiffres trimestriels : www.insee.fr/hn

Évolution annuelle de l'emploi salarié principalement marchand en 2011

	Eure	%	Seine-Maritime	%	Haute-Normandie	%	France métropolitaine	%
Industrie	- 463	- 1,2	+ 120	+ 0,1	- 343	- 0,3	- 902	0
Dont : fabrication d'aliments, boissons et produits à base de tabac	+ 34	+ 0,9	- 91	- 0,9	- 57	- 0,4	- 3 768	- 0,7
cokéfaction et raffinage, extraction, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	+ 31	+ 1,4	+ 6	0	+ 36	+ 0,2	+ 4 956	+ 1,3
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines	+ 54	+ 0,8	- 120	- 1,4	- 66	- 0,4	- 1 499	- 0,3
fabrication de matériels de transports	- 48	- 2,5	+ 326	+ 3,0	+ 277	+ 2,1	+ 7 467	+ 2,1
fabrication autres produits industriels	- 534	- 2,1	0	0	- 534	- 0,8	- 8 058	- 0,5
Construction	+ 102	+ 0,8	- 38	- 0,1	+ 64	+ 0,1	- 10 886	- 0,8
Commerce ; Réparation automobile et motocycle	- 62	- 0,3	+ 273	+ 0,5	+ 212	+ 0,3	+ 21 750	+ 0,7
Services marchands hors intérim	- 197	- 0,5	+ 1 114	+ 0,9	+ 917	+ 0,6	+ 88 533	+ 1,2
Dont : transports et entreposage	- 67	- 0,8	- 25	- 0,1	- 93	- 0,2	+ 3 351	+ 0,3
hébergement et restauration	- 113	- 2,2	+ 439	+ 3,3	+ 326	+ 1,8	+ 13 984	+ 1,5
information et communication	- 93	- 4,9	+ 61	+ 1,1	- 32	- 0,4	+ 14 934	+ 2,1
activités financières et d'assurance	+ 85	+ 2,9	+ 248	+ 1,8	+ 333	+ 2,0	+ 18 019	+ 2,2
activités immobilières	+ 4	+ 0,3	- 11	- 0,2	- 7	- 0,1	+ 906	+ 0,4
activités spécialisées, scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	+ 158	+ 1,4	+ 523	+ 1,4	+ 681	+ 1,4	+ 51 654	+ 2,2
autres activités de services	- 171	- 3,3	- 121	- 0,8	- 292	- 1,4	- 14 316	- 1,7
Intérim	- 548	- 7,6	- 26	- 0,2	- 574	- 2,6	- 21 806	- 3,7
Ensemble	- 1 168	- 1,0	+ 1 444	+ 0,5	+ 276	+ 0,1	+ 76 690	+ 0,5

Sources au lieu de travail : Insee, estimations d'emploi
Données fournies au 29 mars 2012

Note : la précision à l'unité près est illusoire. Elle permet simplement de faire les regroupements souhaités.

Unité : nombre, % - Évolution entre les 4e trimestres 2010 et 2011 (données CVS)
Champ : ensemble des secteurs marchands hors agriculture, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale.

Maintien de l'emploi intérimaire en début d'année suivi d'une nouvelle dégradation

Fabien CARRÉ (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi)

En 2011, après deux ans de reprise, le recours au travail intérimaire se stabilise et amorce une nouvelle diminution en fin d'année.

En Haute-Normandie, sur l'ensemble de l'année, le nombre de contrats d'intérim conclus et le volume de travail temporaire restent toutefois en hausse par rapport à 2010. Cette progression se vérifie principalement dans l'industrie.

En 2011, chaque mois, 54 800 contrats ont été en moyenne conclus dans les agences d'intérim de Haute-Normandie⁽¹⁾, soit 7 % de plus qu'en 2010. La durée moyenne des missions correspondantes est en hausse et s'établit à 1,74 semaine. Ces évolutions, enregistrées dans les agences d'intérim, se traduisent par une augmentation du volume de travail intérimaire : mesuré en ETP (voir encadré), ce dernier est en hausse de 11 % en 2011. Cependant, le nombre de contrats en cours en fin d'année diminue légèrement (- 3 %).

Ces tendances régionales sont comparables aux évolutions nationales mais masquent des différences entre

les deux départements haut-normands, notamment sur le volume de travail (+ 3 % dans l'Eure contre + 15 % en Seine-Maritime en 2011).

Le recours au travail temporaire enregistré dans les agences haut-normandes a suivi, comme la conjoncture, deux phases en 2011 : il s'est stabilisé jusqu'à l'été puis a entamé une nouvelle décroissance en fin d'année. Au début de 2011, le nombre de contrats et le volume de travail se sont maintenus à des niveaux supérieurs à ceux du début de 2010. A partir d'août 2011, ces indicateurs ont retrouvé les niveaux qu'ils connaissaient en 2010 à la même époque, voire inférieurs en fin d'année.

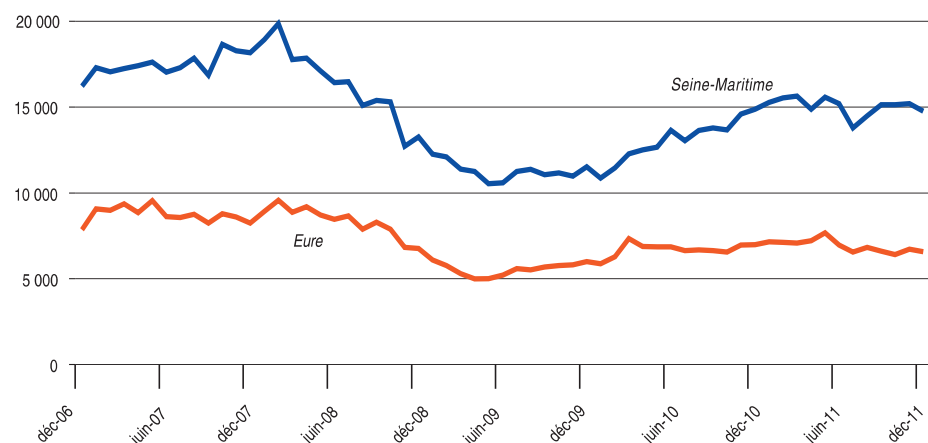
L'industrie reste le secteur le plus recruteur d'intérimaires. En 2011, 55 % du volume de travail intérimaire enregistré dans les agences d'intérim haut-normandes lui sont dédiés (144 000 ETP en donnée brute, soit 11 % de plus qu'en 2010). Ce volume progresse également dans les secteurs de la construction (+ 12 %, à 52 000 ETP), des services (+ 9 %, à 54 000 ETP) et, plus modestement, dans le commerce (+ 3 % à 13 000 ETP).

Le nombre de postes intérimaires dans les entreprises haut-normandes (nombre de postes en ETP) est de nouveau en baisse en 2011. Après les destructions massives de postes en

2008 et 2009, il s'est réorienté à la hausse jusqu'en mai 2011 avant de repartir à la baisse avec le retour de la crise. Ainsi, de janvier à mai 2011, 900 postes intérimaires en ETP ont été créés mais 1 800 ont été détruits sur le reste de l'année, d'où une diminution annuelle globale de 900 postes. Cependant, le volume cumulé d'intérim utilisé dans les entreprises de Haute-Normandie reste en hausse en 2011 par rapport à 2010 (+ 9 % en données brutes), et ce dans tous les grands secteurs de l'économie. Les entreprises industrielles connaissent la plus forte augmentation (+ 11 %). La plasturgie, la métallurgie, et l'énergie enregistrent des hausses de 11 % à 18 %, alors que ce volume est stable dans les IAA et la chimie et diminue de 21 % dans la pharmacie. Dans les services, l'augmentation est de 6 %. Elle profite surtout aux services administratifs, juridiques ou comptables (+ 9 % à + 15 %) mais peu aux transports et à l'entreposage (+ 0,5 %). Enfin, l'augmentation du volume de travail temporaire utilisé dans la construction et le commerce est de l'ordre de 5 % □

(1) Sauf mention contraire, les données présentées dans cet article sont corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre d'équivalents temps plein en Haute-Normandie



Sources : Dares - Pôle emploi ; Calcul des données CVS : Direccte

Unité : Volume de travail en équivalents temps plein

DÉFINITIONS

VOLUME DE TRAVAIL EN EQUIVALENTS TEMPS PLEIN (ETP)

Pour un intérimaire et un mois donnés, rapport entre le nombre de semaines travaillées par l'intérimaire au cours du mois et le nombre de semaines ouvrées du mois, fixé à 4,5.

DURÉE MOYENNE DES MISSIONS

Moyenne de la durée totale des missions achevées dans la période considérée, quelle que soit la date de début de la mission.

POUR EN SAVOIR PLUS

L'emploi intérimaire au quatrième trimestre 2011 : nouveau repli de l'intérim / Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique, DARES ; Finot, Jean. - In : Dares Indicateurs. - N° 025 (2012, mars)

Tableau de bord de la conjoncture régionale : www.insee.fr/hn - Chiffres trimestriels

Bilan sur l'intérim, TEN info, Direccte Haute-Normandie (à paraître courant 2012).

Baisse du recours aux contrats aidés sauf dans l'alternance

Fabien CARRÉ (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi)

En 2011, 37 000 personnes bénéficient d'un contrat unique d'insertion, d'une formation en alternance ou d'un contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) en Haute-Normandie, soit 6,7 % de moins qu'en 2010. Le nombre d'entrées en contrat unique d'insertion enregistre une nette baisse dans le secteur marchand. La formation en alternance se maintient grâce à une forte hausse des contrats de professionnalisation.

En Haute-Normandie, en 2011, 16 300 personnes ont conclu ou renouvelé un contrat unique d'insertion (CUI), soit 4 % du total national. Les entrées baissent ainsi de 11,6 % par rapport à 2010, année d'entrée en vigueur du dispositif. Cette diminution, moins marquée qu'au plan national (- 16,8 %), intervient après deux ans de forte mobilisation des contrats aidés pour faire face à la crise et s'explique aussi par un recentrage des priorités sur les publics défavorisés (voir encadré).

Dans la région, neuf CUI sur dix sont conclus dans le secteur non marchand, part en hausse de 12 points par rapport à 2010. En CUI non marchand, le nombre d'entrées augmente de 2 % (contre - 5,9 % au plan national). En lien avec les tendances observées sur le

marché du travail, la part des seniors parmi les bénéficiaires augmente par rapport à 2010 (+ 2 points, à 18 %) ainsi que celle des chômeurs de longue durée (+ 8 points, à 62 %). Sept bénéficiaires sur dix ont un niveau de formation inférieur ou égal au CAP-BEP et un sur trois bénéficie du RSA, parts en hausse respective de trois et sept points par rapport à 2010.

Dans le secteur marchand, en revanche, le nombre d'entrées en CUI baisse fortement en 2011 (- 53,6 % en Haute-Normandie comme au plan national). Dans la région, le profil des bénéficiaires évolue sensiblement, en raison de nouvelles priorités définies sur les publics cibles. Celles-ci concernent toujours les allocataires du RSA (11 % des bénéficiaires en 2011, soit + 8 points sur un an) mais ciblent moins les jeunes au profit des seniors, dont les parts respectives évoluent de - 15 points et + 10 points en 2011. Le niveau de formation des bénéficiaires se rapproche de celui observé sur le secteur non marchand, alors qu'il lui était plus élevé en 2010. Parmi les secteurs les plus recruteurs (commerce, hôtellerie, industrie manufacturière, construction), la part des entrées dans la construction augmente.

La reprise des entrées en formation en alternance se confirme en 2011 (+ 3,1 %, après + 0,9 % en 2010). En Haute-Normandie, 13 500 personnes ont conclu un des deux contrats du dispositif. En 2011, après une stagnation en 2010, le nombre d'entrées en contrat

Note : Les données 2010 ont été révisées par rapport à la publication de 2011.

Entrées enregistrées en 2011 dans les dispositifs de la politique de l'emploi ciblées sur les publics en difficulté

	Haute-Normandie			France métropolitaine		
	Entrées 2011	Évolution (en %) 2010/2011	% Région/France	Entrées 2011	Évolution (en %) 2010/2011	
Contrats de travail aidés						
Formation en alternance	13 479	+ 3,1	2,9	459 013	+ 7,4	
Contrats d'apprentissage	9 172	- 5,2	3,2	290 460	+ 2,3	
Contrats de professionnalisation	4 307	+ 26,5	2,6	168 553	+ 17,4	
Contrats uniques d'insertion	16 264	- 11,6	4,0	407 664	- 16,8	
CUI - secteur marchand	2 088	- 53,6	3,9	53 032	- 53,2	
CUI - secteur non marchand	14 176	+ 2,0	4,0	354 632	- 5,9	
Accompagnement des jeunes						
Contrats d'insertion dans la vie sociale	7 411	- 11,0	4,6	159 641	- 20,8	
Ensemble	37 154	- 6,7	3,6	1 026 318	- 8,3	

Source : DARES

Unités : nombre de contrats (embauches et renouvellements), %

d'apprentissage poursuit une baisse entamée en 2008. Inversement, le nombre d'entrées en contrat de professionnalisation augmente d'un quart, sans toutefois retrouver le point haut de 2008.

Enfin, le nombre d'entrées de jeunes en contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) régresse sensiblement dans la région en 2011 (- 11 %), mais de manière moins marquée qu'en France métropolitaine (- 20,8 %) □

LES CONTRATS D'INSERTION

La politique de l'emploi comprend plusieurs dispositifs destinés soit à faciliter l'embauche des publics en difficulté, soit à dynamiser l'emploi dans certaines zones, soit encore à accompagner les restructurations économiques et le retrait d'activité de salariés. De ces mesures, ne sont prises en compte ici que celles facilitant l'embauche des publics en difficulté : les contrats uniques d'insertion (CUI) et les contrats de formation en alternance, qui sont des contrats de travail aidés, ainsi que les contrats d'insertion dans la vie sociale (Civis).

Le CUI soutient l'embauche des personnes en difficulté, comme les bénéficiaires de minima sociaux, en exonérant l'employeur des charges sociales et en prévoyant un subventionnement par l'Etat du salaire et des autres charges patronales. Le taux et la durée de cette prise en charge sont établis sous l'autorité du préfet de région, en fonction de l'enveloppe budgétaire allouée par l'Etat et des priorités de ciblage des différents publics dans la région. Le CUI se substitue depuis 2010 aux contrats de l'ex-Plan de cohésion sociale. Toutefois, une distinction est maintenue entre les CUI des secteurs marchand et non-marchand, en raison des différences de législation entre ces secteurs. Quant aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation, ils permettent, surtout à des jeunes, d'acquérir une formation professionnelle en alternance. Enfin, le Civis est un dispositif d'accompagnement, non pas un contrat de travail. Il permet aux jeunes en difficulté d'insertion d'être suivis par un conseiller les orientant vers l'emploi durable, éventuellement par l'intermédiaire d'un contrat aidé.

POUR EN SAVOIR PLUS

Cartographie des conventions de revitalisation en Haute-Normandie / DIRECTE ; Fabien Carré, Frédéric Leclerc. - In : TEN info. - N° 80 (2012, janv.)

Les contrats aidés se maintiennent à un niveau élevé en 2010 / DIRECTE ; Fabien Carré. - 2011. - In : TEN info. - N° 78 (2011, sept.)

Stabilité du taux de chômage en 2011 malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Julien DELAMARE

En 2011 en Haute-Normandie, le taux de chômage stagne au-dessus des 10 % de la population active. La hausse de la demande d'emploi s'accélère par rapport à 2010, au même rythme dans les trois catégories (A, B, C).

À u 4^e trimestre 2011, le taux de chômage en Haute-Normandie est de 10,6 % des actifs, légèrement plus qu'un an auparavant (10,3 %). La Seine-Maritime reste plus touchée par le chômage que l'Eure : 10,8 % contre 10,1 %.

Fin 2011, la Haute-Normandie compte 89 183 demandeurs d'emploi de catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi), soit 5 000 de plus qu'un an plus tôt. Ce chiffre augmente de 5,9 %, plus dans l'Eure (+ 6,5 %) qu'en Seine-Maritime (+ 5,7 %). La hausse est plus forte qu'en 2010 (+ 3,2 %), mais beaucoup moins qu'en 2009 (+ 16,0 %). Cette hausse est aussi un peu plus élevée que la moyenne métropolitaine (+ 5,6 %).

Bien que la situation des seniors haut-normands se détériore le plus (+ 14,1 %), elle se dégrade moins qu'au niveau national (+ 16,0 %) ou qu'en 2010 (+ 19,5 %). A contrario, la situation des femmes (+ 8,0 %), des moins de 25 ans (+ 3,2 %) et des 25 à 49 ans (+ 4,2 %) se dégrade un peu plus vite qu'au niveau métropolitain (respectivement + 7,5 % ; + 2,8 % et + 3,2 %). Aussi, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans repart à la hausse alors qu'il diminuait en 2010 (- 4,6 %).

Fin 2011, la Haute-Normandie compte 139 063 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils exer-

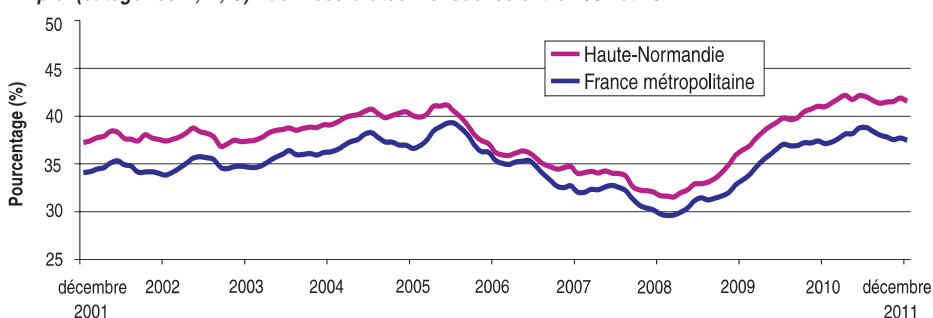
Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 31 décembre 2011 (catégories A, B, C)

	Effectifs	Évolution sur un an (en %)	
	Haute-Normandie	Haute-Normandie	France métropolitaine
Ensemble	139 063	+ 5,9	+ 5,6
Hommes	67 753	+ 4,0	+ 4,1
Femmes	71 310	+ 7,8	+ 7,0
Moins de 25 ans	26 323	+ 3,1	+ 2,5
De 25 à 49 ans	85 554	+ 4,5	+ 3,5
50 ans ou plus	27 186	+ 13,6	+ 15,5
Inscrits depuis plus d'un an	58 113	+ 7,9	+ 6,2

Sources : STMT - Dares, Pôle emploi

Unités : nombre, %

Part du chômage de longue durée (depuis plus d'un an) parmi les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories A, B, C) - données brutes mensuelles entre 2001 et 2011



Source : Pôle emploi, DARES

cent ou non une activité réduite), soit 8 000 de plus qu'un an plus tôt. La Haute-Normandie évolue au même rythme pour les catégories A, B ou C (+5,9 %) que pour la catégorie A.

Sur l'année, les entrées à Pôle emploi diminuent (-1,5 %) et les sorties du chômage baissent deux fois plus vite (- 3,2 %). Cependant, les entrées restant supérieures aux sorties, cela explique la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Fin 2011, 41,8 % des demandeurs d'emploi (A, B ou C) le sont depuis plus d'un an. Le chômage de longue durée a augmenté de 7,9 % entre 2010 et 2011 □

POUR EN SAVOIR PLUS

Données mensuelles nationales sur le chômage : www.insee.fr

Nouvelles zones d'emploi, nouveaux taux de chômage région Haute-Normandie / INSEE, Direction régionale Haute-Normandie ; Jérôme Marajda. - In : Brèves d'Aval. - N° 36 (2011, déc.)

Données régionales trimestrielles : www.insee.fr/hn

Marché du travail / DIRRECTE. - 2011. - In : TEN flash - Données régionales mensuelles

DÉFINITIONS

Au sens du Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui 1°) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, 2°) est disponible pour travailler dans les deux semaines et 3°) a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. C'est cette définition qui est utilisée par l'Insee pour le calcul des taux de chômage.

Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

- **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

- **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

- **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;

- **Catégories A, B, C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Le recul de l'auto-entrepreneuriat entraîne la baisse des créations d'entreprises.

Catherine SUEUR

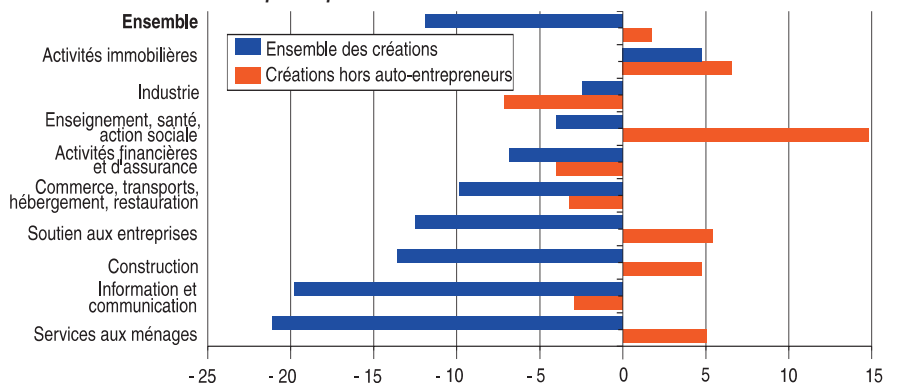
Les créations d'entreprises sont freinées en 2011, en raison du tassement de l'auto-entrepreneuriat. Hors auto-entreprises, elles progressent légèrement en Haute-Normandie tandis qu'elles faiblissent au niveau national. L'emploi créé augmente modestement, après deux années consécutives de baisse.

En 2011, 10 620 entreprises sont créées en Haute-Normandie, soit 11,9 % de moins qu'en 2010 (- 11,6 % en France). Après l'engouement des deux premières années, l'auto-entrepreneuriat s'essouffle. Les créations sous ce statut diminuent de 20 % en Haute-Normandie (- 18,6 % en France). Leur part dans l'ensemble des créations passe de 63 % à 57 %. Hors auto-entreprises, le nombre de créations augmente légèrement dans la région (+ 1,8 %) ; il se contracte de - 2 % au niveau national.

Les services aux ménages contribuent le plus à la baisse des créations. Celles-ci chutent de 21,1 % par rapport à 2010. Les auto-entreprises, qui représentent 82 % des créations du secteur, se réduisent d'un quart. Les créations sont en net recul dans la construction et le soutien aux entreprises (respectivement - 13,6 % et - 12,5 %) en raison, là aussi, de la désaffection des auto-entrepreneurs.

Le secteur du commerce-transport-hébergement-restauration rassemble toujours le plus grand nombre

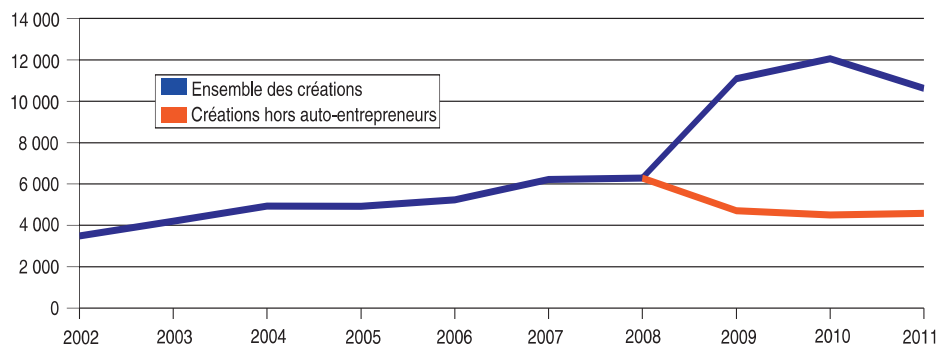
Évolution des créations d'entreprises par activité entre 2010 et 2011 en Haute-Normandie



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)

Unité : %

Évolution du nombre de créations d'entreprises en Haute-Normandie de 2002 à 2011



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)

Unité : nombre

de créations, malgré un repli de 9,8 %. La baisse est plus modérée (- 4 %) dans l'enseignement, la santé et l'action sociale ; hors auto-entreprises, ce secteur enregistre la plus forte progression (+ 14,8 %).

L'industrie (- 2,5 %) est le seul secteur où les créations d'auto-entreprises résistent (+ 1,4 %). La gestion des déchets et les activités de dépollution notamment, attirent davantage d'auto-entrepreneurs.

L'activité immobilière fait preuve de vigueur avec une hausse des créations

de 4,8 %, mais elle pèse peu dans l'ensemble, regroupant seulement 3 % des nouvelles entreprises.

Seules 5 % des entreprises emploient des salariés dès leur création. Elles sont moins nombreuses en 2011 qu'en 2010 (- 0,9 %) mais leur taille augmente légèrement, passant de 2,8 à 3 salariés par unité. Elles génèrent 1 760 emplois, soit une hausse de + 7,6 % par rapport à 2010 (- 8 % en France). Les services aux ménages, le commerce et la construction contribuent le plus à cette hausse □

POUR EN SAVOIR PLUS

Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait : nouvelle définition et nouvelles catégories d'entreprises / Jean-Marc Béguin, Vincent Hecquet, Julien Lemasson. - In : INSEE première. - N° 1399 (2012, mars)

Moins de créations d'entreprises individuelles en 2011 / Claire Hagège, Clothilde Masson. - In : INSEE première. - N° 1387 (2012, janv.)

La création d'entreprises en Haute-Normandie est stable au premier semestre 2011 / INSEE, Direction régionale de Haute-Normandie ; Pascal Julien, Marielle Viersac. - In : Brèves d'Aval. - N° 34 (2011, sept.)

STABILITÉ DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES, MOINS D'EMPLOIS MENACÉS

En Haute-Normandie, 1 240 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en 2011 comme en 2010. En France, le nombre d'entreprises concernées diminue de 1,4 %. Dans la région, l'industrie (+3,7 %), le commerce (+3,6 %) et la construction (+2,8 %) sont les secteurs les plus touchés. Les services résistent mieux (-9,9 %). Les emplois menacés, au nombre de 4 320, diminuent d'un quart sur l'année 2011 par rapport à 2010.

Pour la troisième année consécutive, le nombre de logements en construction est en hausse et celui des locaux d'activité en baisse

Erwan POULIQUEN (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement)

La hausse de la construction de logements se poursuit, suivant une dynamique portée par les logements collectifs et les résidences. La construction de locaux d'activité poursuit sa baisse entraînée par les secteurs primaires et secondaires. A contrario le secteur tertiaire est en hausse et représente 70 % des mises en chantier.

Près de 9 800 logements ont été mis en chantier en 2011 en Haute-Normandie, soit une hausse de 13,5 %, dans un contexte favorable de fin de dispositifs fiscaux de type «Scellier». Cette tendance est cependant moins marquée qu'au niveau national, en hausse de 20 %.

La contribution est très différente selon le type de construction ; la construction de logement individuel pur, avec 4 400 unités, augmente légèrement (+ 5 %) alors qu'elle baisse pour le logement individuel groupé (- 20 %). À l'inverse, le nombre de logements collectifs en construction s'inscrit en forte hausse (+ 26 %) avec 3 100 mises en chantier. Mais c'est surtout le nombre de constructions de logements en résidences (étudiants, personnes âgées, etc.) qui a le plus fortement augmenté depuis deux ans, dépassant le seuil des 1 000 unités.

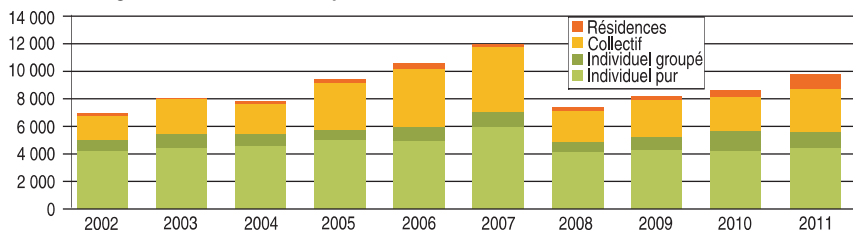
On constate donc un glissement des constructions de logements vers des formes de plus en plus collectives (logements collectifs et résidences) en volume comme en structure, suivant la

tendance nationale. Cette évolution est confirmée par les autorisations de constructions en 2011 : pour la première fois depuis dix ans, les projets de construction en structure collective concernent plus de la moitié des logements.

Pour la 4^e année consécutive, la construction de locaux d'activité dans la région est en baisse (9 %), atteignant un niveau historiquement bas au regard du pic de 2007. Cette situation contraste avec celle de la France métropolitaine en hausse de 21 %.

Les évolutions sont divergentes selon les secteurs. Dans le secteur primaire, la construction de locaux agricoles chute de 44 % à moins de 20 000 m², très loin des niveaux observés jusqu'en 2008. La baisse est de même ampleur dans le secteur secondaire (- 39 %) du fait des locaux industriels (- 14 %) mais surtout des entrepôts (- 60 %). Seul le secteur tertiaire bénéficie d'une progression globale de 13 % et représente désormais plus de 70 % des surfaces de locaux mis en chantier. Ce bon résultat est dû essentiellement aux mises en chantier de locaux de services publics, qui passent de 150 000 m² en 2010 à 180 000 m² en 2011, les bureaux et commerce restant quasi stables à 160 000 m² □

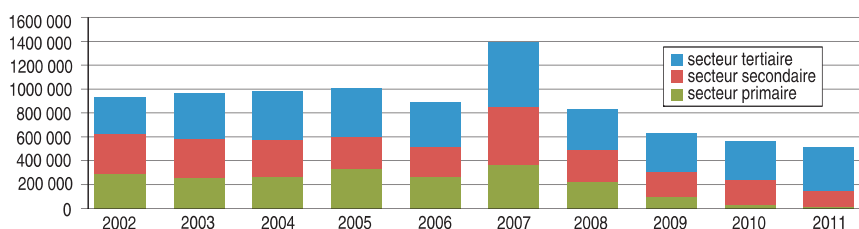
Évolution des logements commencés depuis 10 ans en Haute-Normandie



Source : Dreal - Sit@del2

Unité : nombre de logements

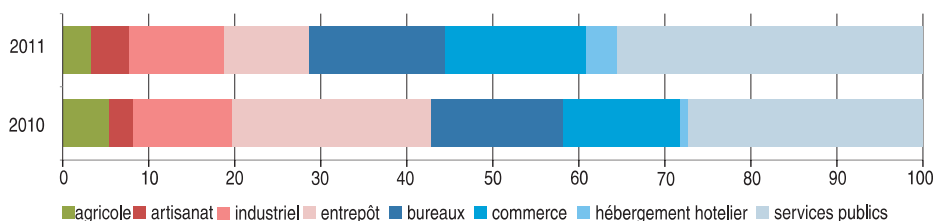
Évolution des locaux commencés depuis 10 ans par secteur d'activité en Haute-Normandie



Source : Dreal - Sit@del2

Unité : millier de m²

Évolution de la structure des locaux d'activité mis en chantier en Haute-Normandie



Source : Dreal - Sit@del2

Unité : %

Méthodologie

Sit@del2 est la base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, ouverture de chantier, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables.

Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/c/>

Les croisiéristes ont le vent en poupe au Havre

Jean-Philippe CARITG

Le trafic de passagers augmente fortement au Havre en 2011, les ferries et les croisières se partageant quasiment à parts égales les 715 300 passagers. Les ports haut-normands subissent tous une baisse du trafic de marchandises sous l'influence des produits pétroliers qui restent la principale activité. Seul le transport fluvial de marchandises progresse grâce aux matériaux de construction.

En 2011, pour la troisième année consécutive, le trafic du port du Havre diminue (- 3,8 % par rapport à 2010) et atteint 67,6 millions de tonnes (Mt). Dans un contexte économique morose, les hydrocarbures, premier trafic, reculent de 2,4 % à 39,7 Mt. Les grèves du début d'année contre la réforme portuaire ont perturbé le trafic de conteneurs en recul de 6,1 % à 21,5 Mt. Année faste en revanche pour le trafic de passagers : celui-ci augmente fortement, tant pour celui de ferries (+ 28 %) que celui de croisières (+ 45 %) pour un total de 715 300 personnes réparties en 48 % de passagers ferries et 52 % de croisiéristes.

Bien qu'en diminution de 4,8 %, l'activité du port de Rouen reste soutenue à 25,4 Mt. Le trafic de céréales recule de 16,8 % à 7,5 Mt mais l'année 2010 avait été exceptionnelle. Les produits pétroliers, en baisse de 5,1 %,

restent la principale activité. Le charbon augmente de 14,2 % et le trafic des nourritures animales double à 0,38 Mt. Si le tonnage de marchandises conteneurisées baisse de 4,2 %, le nombre d'équivalents vingt pieds (EVP) progresse légèrement : 130 600 contre 129 600 en 2010. Le nombre de croisiéristes ayant fait escale à Rouen progresse modestement de 2,4 % à 40 300 personnes.

À Dieppe, l'activité portuaire recule de 9,8 % à 1,6 Mt. Souvent très fluctuant d'une année à l'autre, le trafic transmanche est, cette année, plutôt stable, avec une hausse modérée des tonnages transportés (+ 1,7 %). Hors transmanche, les volumes diminuent d'un tiers à 0,38 Mt. L'arrêt, suite à des travaux de plusieurs mois, du débarquement de graves de mer explique l'essentiel de ce recul. Le nombre de passagers transportés progresse légèrement : + 1,5 % pour 258 000 personnes.

En 2011, pour la troisième année consécutive, les tonnages manutentionnés grâce au transport fluvial dépassent les 14 Mt (14,5 Mt). Si les produits agricoles et pétroliers (3^e et 4^e composantes du trafic) reculent chacun de 6 %, les matériaux de construction

(40 % des tonnages) progressent de 5,2 % et assurent l'essentiel de la croissance : + 0,6 % par rapport à 2010. Avec un trafic de 197 520 équivalents vingt pieds, le trafic de conteneurs progresse de 11,0 % et bat son record de l'année 2010.

Le fret ferroviaire haut-normand recule encore en 2011 (avec 4,3 Mt contre 4,9 Mt en 2010) et baisse de 12,7 %. Le fret eurois décline de moitié en un an, le fret seinomarin reflue de 10,4 % et représente désormais 96,7 % du trafic régional, soit 4,1 Mt.

Les aéroports haut-normands subissent une baisse généralisée des trafics de passagers. L'activité de l'aéroport de Rouen-Vallée de Seine baisse de 7,8 % : 4 300 passagers commerciaux contre 4 700 en 2010. Suite à l'arrêt de la ligne Rouen-Lyon en 2010, seule subsiste une destination saisonnière vers la Corse. L'année 2011 est difficile aussi à l'aéroport du Havre-Octeville. Les trois composantes du trafic (la fréquentation de la ligne vers Lyon, les vols charters et l'aviation d'affaires) sont toutes en baisse. En 2011, le trafic global s'établit à 29 200 passagers soit un recul d'un tiers par rapport à l'année précédente □

Traffics des principaux ports hauts normands en 2011

	2009	2010	2011	Évolution 2010/2011
Le Havre				
Fret	73,77	70,22	67,56	- 3,8
Passagers	493 100	525 500	715 300	+ 36,1
Rouen				
Fret	23,30	26,70	25,40	- 4,8
Passagers	27 509	39 330	40 270	+ 2,4
Dieppe				
Fret	1,70	1,77	1,60	- 9,6
Passagers	252 138	254 408	258 342	+ 1,5

Sources : grands ports maritimes du Havre et de Rouen, port de Dieppe

Unités fret : millions de tonnes, %
Unités passagers : nombre, %

POUR EN SAVOIR PLUS

www.rouen.port.fr
www.havre-port.net
www.portdedieppe.fr
www.vnf.fr

Année agricole 2011 : une météo capricieuse

Michel DELACROIX, Stéphanie MANGIN (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)

L'année agricole 2011 est marquée par les caprices du temps. Un printemps exceptionnellement sec suscite de vives inquiétudes, mais l'été ramène la pluie et avec elle le soulagement. Finalement, l'année sera globalement bonne et comme en 2010, c'est la volatilité des prix sur les marchés mondiaux qui imprime la tendance.

Le spectre de la sécheresse s'installe au printemps 2011. L'herbe se fait rare, il faut utiliser ce qu'il reste des stocks pour nourrir les animaux et certains éleveurs réduisent leurs troupeaux, mais cette décapitalisation

restera limitée. La moisson s'annonce mal, rien n'est encore joué mais les agriculteurs craignent une chute des rendements si le temps sec persiste. L'arrivée de la pluie en juin apporte le soulagement. L'herbe repousse, le maïs lève bien et la moisson est sauvée. Après un été arrosé, l'automne joue les prolongations, le temps clément permet de maintenir les animaux au pré et de préserver ainsi les stocks pour l'hiver.

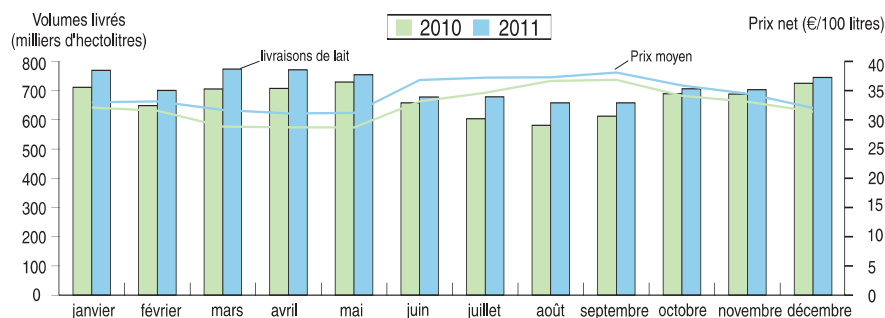
Les effets de la sécheresse sont finalement limités. Les rendements sont excellents en Seine-Maritime, supérieurs à la moyenne (93 quintaux en blé, 47 quintaux en colza) ; ils sont corrects dans l'Eure, un peu inférieurs à la moyenne cependant (79 quintaux en blé). Les récoltes de betteraves, de pommes de terre et de maïs sont

abondantes. Pour le lin en revanche, la pluie est venue trop tard et les rendements sont mauvais. Dans un marché mondial très volatil, le prix des céréales est orienté à la baisse mais reste à un niveau élevé. Le blé tendre «rendu Rouen» se maintient au-dessus de 200 euros la tonne en 2011.

La campagne laitière qui s'achève en mars 2011 a été particulièrement soutenue. La nouvelle campagne, qui débute en pleine sécheresse est relancée par l'arrivée de la pluie. La production annuelle affiche une progression de 6 % par rapport à 2010 à 860 millions de litres. Les prix sont en hausse, la demande forte de la Russie en beurre, poudre de lait et fromage oriente favorablement le marché mondial. La production de viande bovine, directement liée à l'élevage laitier en Haute-Normandie, est perturbée au printemps par l'apport plus important d'animaux de réforme dû à la réduction des troupeaux. En juillet, le retour à une situation normale réduit le volume de l'offre ; le développement des exportations et la hausse de la consommation intérieure entraînent une embellie sur les prix.

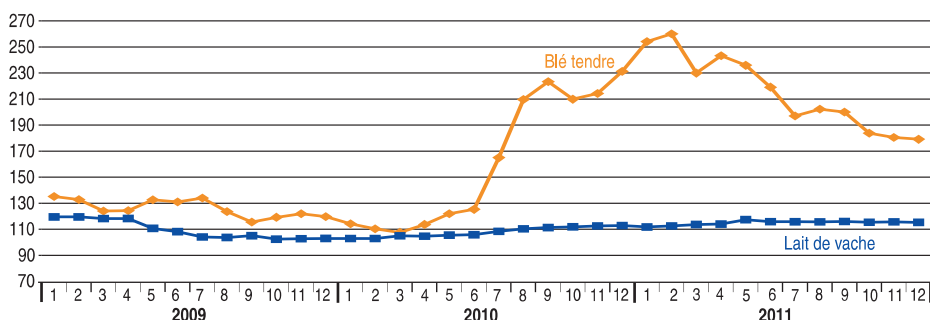
Malgré des cours soutenus, l'augmentation des charges, notamment des engrais, pèse sur le revenu des céréaliers qui devrait baisser sensiblement par rapport à 2010. En revanche, les éleveurs laitiers bénéficient des effets d'une campagne dynamique en volume et en prix, leur revenu devrait connaître une légère progression selon les prévisions nationales □

Livraisons et prix du lait - Évolution 2010/2011



Source : Agreste - SM Lait - Srise

Évolution des prix des produits agricoles (indice base 100 en 2005)



Source : Insee, Agreste, SSP - indice des prix de produits agricoles à la production

Unité : Indice de prix

POUR EN SAVOIR PLUS

Site : draaf.haute-normandie.agriculture.gouv.fr/

Publications périodiques : Conjoncture mensuelle / DRAAF - In : Agreste conjoncture

Notes et synthèses : Données du recensement agricole - In : Agreste Note

La météo est propice à l'afflux des touristes en avril et octobre 2011

Isabelle DEMEUZOIS

La fréquentation hôtelière augmente dans la région en 2011. Les bonnes surprises de la météo en avril et octobre 2011, ajoutées aux effets de la crise économique favorisent l'afflux des touristes français. Malgré la hausse de sa clientèle française, l'hôtellerie de plein air subit une baisse du nombre de touristes cette année.

En 2011, l'hôtellerie haut-normande enregistre 2 840 200 nuitées soit une hausse de 3,2 % par rapport à l'année 2010. La fréquentation hôtelière augmente dans les deux départements de la région (+ 2,4 % dans l'Eure et + 3,4 % en Seine-Maritime).

L'affluence touristique est plus forte tout au long de cette année 2011 mais particulièrement pendant les mois très ensoleillés d'avril (+8,9 % par rapport à avril 2010) et d'octobre (+14,2 % par rapport à octobre 2010).

Cette hausse est portée par les touristes français qui viennent plus nombreux dans la région (+ 4,0 % par rapport à 2010). Ce tourisme, que l'on peut qualifier de proximité, est probablement favorisé par la météo propice certains mois et la crise économique. En 2011, les hôtels haut-normands accueillent le même nombre de touristes étrangers ; ces derniers sont fortement présents au dernier trimestre : + 14,8 % par rapport au dernier trimestre de 2010.

Les Britanniques, traditionnellement les plus représentés parmi les

touristes étrangers, délaissent un peu la région en 2011 (- 7,3 % par rapport à 2010) alors que les Belges, les Espagnols et les Américains la visitent en plus grand nombre (respectivement + 7,7 %, + 35,3 % et 21,7 % par rapport à 2010).

En Haute-Normandie, l'occupation des hôtels augmente légèrement au profit des extrêmes : le taux d'occupation passe de 55 % en 2010 à 56 % en 2011. Les hôtels de haut de gamme (3 ou 4 étoiles) et d'entrée de gamme (0 ou 1 étoile, occupés à 86 % par la clientèle française) sont plus fréquentés qu'en 2010.

L'hôtellerie de plein air en Haute-Normandie enregistre 581 500 nuitées soit une baisse de 2,0 % par rapport à 2010. Les campings eurois attirent moins les touristes (- 8,2 % par rapport à 2010). Malgré tout, les Français viennent plus nombreux que la saison dernière dans les campings de la région (+ 0,8 %).

Le Center Parc situé dans l'Eure fait quasiment le plein tout au long de l'année. Ainsi, l'occupation dans la catégorie « autres hébergements touristiques » de la Haute-Normandie est plus importante que dans les autres régions françaises : le taux d'occupation est de 61 % en 2011 en Haute-Normandie contre 36 % pour la France métropolitaine □

DÉFINITIONS

Arrivées : nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans le même hôtel ou dans le même camping.

Nuitées : nombre total de nuits passées par chaque arrivant dans un établissement ; ainsi un couple séjournant trois nuits consécutives dans un hôtel ou un camping correspondra à six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Durée moyenne de séjour : rapport, exprimé en jours, entre le nombre de nuitées totales et le nombre d'arrivées totales.

Taux d'occupation : rapport, exprimé en %, entre le nombre de chambres ou d'emplacements occupés et le nombre de chambres ou d'emplacements offerts.

MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans cette étude sont tirés des enquêtes de fréquentation réalisées chaque année auprès de l'hôtellerie homologuée de 0 à 4 étoiles luxe et hôtels de chaîne non homologués ainsi que de l'hôtellerie homologuée de plein air. Les enquêtes, obligatoires, sont effectuées par l'Insee à la demande de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (1). Les questionnaires portent sur la clientèle française et étrangère.

L'enquête de fréquentation hôtelière est réalisée mensuellement, tout au long de l'année. La représentativité de l'enquête est améliorée grâce à une extension de l'échantillon financée par les comités régional et départementaux du tourisme.

L'enquête dans l'hôtellerie de plein air est effectuée mensuellement de mai à septembre auprès de l'ensemble des terrains de campings homologués de 1 à 4 étoiles ayant au moins un emplacement de passage.

L'enquête de fréquentation dans les autres hébergements touristiques est réalisée mensuellement tout au long de l'année auprès des résidences de tourisme, des résidences hôtelières appartenant à une grande enseigne, des maisons familiales, des villages de vacances, des centres sportifs, des auberges de jeunesse et des centres internationaux de séjour.

(1) DGCIS : regroupement des anciennes Direction générale des entreprises, Direction du tourisme et Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales.

Fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air homologuées et les autres hébergements touristiques

	Hôtel		Camping (1)		Autres hébergements touristiques	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Nombre d'arrivées	1 828	1 753	206	214	399	413
Français	1 511	1 441	95	95		
Etrangers	317	312	112	119		
Nombre de nuitées	2 840	2 752	581	593	1 376	1 397
Français	2 305	2 216	324	322		
Etrangers	535	536	257	271		
Durée de séjour	1,6	1,6	2,8	2,8	3,4	3,4
Français	1,5	1,5	3,4	3,4		
Etrangers	1,7	1,7	2,3	2,3		
Taux d'occupation	56,4	55,1	30,3	31,0	61,3	63,0

Sources : Insee, DGCIS (Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services), partenaires régionaux du tourisme (DRT, CRT, CDT)

(1) Camping : mai à septembre

Unités : millier, jour, %

POUR EN SAVOIR PLUS

45 100 emplois salariés liés au tourisme en Normandie / INSEE, Direction régionale de Haute-Normandie ; Laurent Brunet. - In : Aval : Haute-Normandie. - N° 113 (2012, mars)

Une fréquentation hôtelière toujours inférieure à celle d'avant la crise de 2008 / INSEE, Direction régionale de Haute-Normandie ; Jean-Philippe Caritg. - In : Brèves d'Aval. - N° 37 (2011, déc.)

<http://www.veilleinfotourisme.fr/>